

# VALOGNES STOP CASTOR, CONTINUITÉ OU RUPTURE DES PRATIQUES MILITANTES ANTINUCLÉAIRES ?

Le 23 novembre dernier, dans la Manche, près de cinq cents personnes perturbaient le départ d'un train de déchets radioactifs pour Gorleben. Il s'agissait du douzième et dernier convoi confié par l'Allemagne à Areva pour être retraité dans l'usine de La Hague. À l'origine de cette mobilisation, le collectif Valognes Stop Castor; celui-ci, créé pour l'occasion, va rapidement acquérir une visibilité sur la scène médiatique... Par **MIKAËL CHAMBRU\***

\*Mikaël Chambru est doctorant en sciences de l'information et de la communication. Sa thèse porte sur les mutations contemporaines de l'espace public à l'épreuve des technosciences et de leur critique sociale. Il s'intéresse plus particulièrement à l'analyse de la dynamique contestataire du programme électro-nucléaire français depuis 1971.

*Ce que le sens commun – tel que le relaient notamment les journalistes – désigne par « mouvement antinucléaire » correspond donc en fait plutôt à une mouvance antinucléaire.*

La collectif Valognes Stop Castor attire dès son apparition la curiosité des journalistes qui s'empresent d'en célébrer la nouveauté et annoncent à l'unisson l'avènement « *d'indignés du nucléaire* » souhaitant « *exprimer leur indignation et leur colère*<sup>1</sup> » suite à la catastrophe de Fukushima, survenue six mois plus tôt – comme si une nouvelle génération spontanée d'opposants au nucléaire était apparue, qui aurait décidé de bousculer les routines contestataires de la mouvance antinucléaire pour inventer des formes d'actions collectives considérées comme inédites par les journalistes. Qu'en est-il vraiment, si nous faisons le choix de ne pas célébrer précipitamment cette prétendue nouveauté et de nous intéresser aux expériences individuelles et collectives des militants antinucléaires ? Sans porter un jugement normatif sur telle ou telle pratique militante, ce mouvement est l'occasion de s'interroger sur le potentiel de résistance et les capacités expressives de Valognes Stop Castor vis-à-vis de la dynamique de l'engagement antinucléaire. Assistons-nous à une rupture ou au contraire au prolongement d'une dynamique ancienne et des rapports de force qui l'animaient ? S'agit-il d'un coup d'éclat sans lendemain ou de la résurgence d'une contestation d'envergure du programme électronucléaire ? Pour analyser cette dynamique contestataire, on ne peut pas la définir comme un mouvement unifié sur la base d'une unique revendication, sauf à partir d'une définition *a priori* de l'action militante et à écarter les multiples relations d'interdépendance nouées à l'intérieur du monde social. Ce que le sens commun – tel que le relaient notamment les journalistes – désigne par « mouvement antinucléaire » correspond donc en fait plutôt à une mouvance antinucléaire, c'est-à-dire à un amas d'acteurs sociaux partiellement structurés/morcelés, aux contours imprécis, diffus et mouvants, au sein duquel se déploient des logiques d'acteurs, des temporalités, des enjeux et des tactiques hétéroclites qui s'opposent, se mêlent et s'adjoignent. Valognes Stop Castor en est l'une des composantes.

## Des formes d'actions collectives ancrées historiquement

En novembre dernier, Valognes Stop Castor a bénéficié d'une importante visibilité médiatique, les journalistes ayant jugé cette initiative plus digne d'intérêt que les visages habituels de la militance antinucléaire qui se déployaient au même moment au sein de l'espace public – ceux-là même qu'ils avaient pourtant relayés en 2010, lors du précédent convoi atomique allemand. Ils ont alors présenté Valognes Stop Castor comme le « *combat des nouveaux antinucléaires*<sup>2</sup> », et l'ont opposé à celui de leurs aînés, sans que jamais ne soit explicité en quoi consistait la rupture. La distinction opérée par les journalistes afin d'accentuer l'importance et l'originalité de l'événement tend également à disqualifier des formes d'engagement jugées routinières, qui ne permettraient pas de répondre à l'impératif du temps médiatique. Cette apparence de nouveauté ne tient cependant pas lorsqu'on la confronte aux pratiques effectives des militants antinucléaires et qu'on la réinscrit dans le temps long de la critique sociale du nucléaire.

Premièrement, leur choix de s'attaquer aux « *maillons faibles de l'industrie nucléaire* [les transports de déchets radioactifs] *afin de rendre visible l'aberration du marché des déchets nucléaires*<sup>3</sup> » n'est en rien inédit. Au contraire, cette stratégie d'action est ancrée au sein de la mouvance antinucléaire depuis 1981, date du premier blocage d'un convoi atomique allemand en gare de Mézidon (Calvados) par le Comité de réflexion, d'information et de lutte antinucléaire (Crilan) et l'Union régionale CFDT de Basse-Normandie. À l'époque, les militants antinucléaires avaient obtenu, après négociation avec le Premier ministre, le retour en Allemagne du convoi qui devait initialement se rendre à l'usine de retraitement de La Hague. C'est la seule et unique fois où la mouvance antinucléaire y est parvenue. Au cours des années 1980, le Crilan a également occupé les grues du port de Cherbourg pour bloquer l'arrivée des combustibles usés de

l'étranger, parvenant même en 1984 à obtenir la rupture des contrats de l'usine de La Hague avec la Suède. À partir de 1998, et suite à une enquête de l'agence Wise-Paris sur une contamination des wagons SNCF transportant les déchets radioactifs, le syndicat Sud-Rail va d'abord lancer une enquête nationale sur le nucléaire au sein de la SNCF et ses dangers pour les cheminots, avec l'appui de la Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (CRIIRAD). Le syndicat va ensuite œuvrer au sein du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) pour tenter d'empêcher la contamination et l'irradiation des salariés et des infrastructures, et enfin distiller au Réseau « Sortir du nucléaire » diverses informations sur les convois atomiques, tout en lui apportant son expertise sur le sujet. Greenpeace et le Groupe d'actions non violentes antinucléaires (Ganva) ont également bloqué, *via* des actions de désobéissance civile, plusieurs convois atomiques en 2009 et 2010, pour ne citer que les plus récents, tandis que le Réseau « Sortir du nucléaire » et les collectifs locaux antinucléaires tel que « Sortir du nucléaire 73 » multipliaient les inspections citoyennes et autres actions de protestation pour rendre visibles des transports de déchets nucléaires au sein de l'espace public. Nous observons ainsi depuis trente ans un mouvement, tantôt croissant tantôt décroissant, d'actions collectives aux pratiques plurielles mais étroitement

liées entre elles. C'est au sein de ce cycle de mobilisations que s'inscrit le choix stratégique effectué par Valognes Stop Castor, et c'est donc à partir de là que son originalité doit être analysée.

Deuxième nouveauté, Valognes Stop Castor renouvellerait les pratiques militantes de la mouvance antinucléaire en mobilisant un répertoire d'actions collectives inédit, principalement le recours par les militants à une opposition physique à l'industrie nucléaire et à l'articulation entre moyens d'action légaux et illégaux. Or ces pratiques sont en réalité ancrées dans l'histoire de la critique sociale, les mouvements sociaux étant tributaires d'un répertoire limité hérité des mobilisations passées et se construisant dans l'action par emprunt et réinvention. Ce type d'action est une constante au sein des cycles de mobilisation contre le programme électronucléaire depuis les années 1970. Les exemples sont nombreux : Plogoff, Chooz, Golfech, SuperPhénix, Flamanville, pour n'en citer que quelques-uns. Pour l'anecdote d'ailleurs, c'est à partir du même terrain agricole où Valognes Stop Castor a installé son camp que les militants antinucléaires s'étaient organisés, en 1977, pour empêcher physiquement les gardes mobiles de venir déloger l'occupation plus au nord du site de la future centrale nucléaire de Flamanville. À la fin des années 1980, la population locale, qui ne voulait pas voir sacrifier son territoire par l'implantation d'un centre de stockage de déchets

## FUKUSHIMA : LE RETOUR DU NUCLÉAIRE EN POLITIQUE ?

**A**u-delà de l'initiative de Valognes Stop Castor, la mouvance antinucléaire s'est emparée de l'accident nucléaire de Fukushima au printemps 2011 afin de démontrer à nouveau que le recours au nucléaire dans la politique énergétique française est un choix politique pouvant être controversé, et objet d'un débat démocratique. Pour y parvenir, le Réseau « Sortir du nucléaire » et Greenpeace ont cherché à mettre en scène la mise en danger du territoire par l'énergie électro-nucléaire pour la rendre visible au sein de l'espace public et imposer aux autorités publiques de prendre ce danger en compte. Il s'agit donc pour les militants antinucléaires de transformer le risque nucléaire devenu, suite à la catastrophe de Fukushima, une réalité sociale perceptible et connue par le public, en une réalité sociale vécue par ce dernier.

Le Réseau « Sortir du nucléaire » a également tenté, en couplant la

catastrophe de Fukushima avec celle de Tchernobyl à l'occasion du Chernobyl Day 2011, d'amplifier sa dynamique contestataire en territorialisant la lutte. Cette volonté d'élargissement de la participation du public au-delà de la seule sphère militante s'est ensuite manifestée lors des défilés du 15 octobre 2011. 30 000 personnes y ont participé. Or ces manifestations ont été initiées par des coordinations régionales et non pas par le Réseau « Sortir du nucléaire ». Organisées de façon décentralisée sur le territoire hexagonal, ces mobilisations se sont ancrées autour d'installations nucléaires dont les militants ont réclamé la fermeture ou la non-construction. Cette tentative de relance d'une dynamique contestataire d'envergure du programme électro-nucléaire n'a finalement pas abouti à une mobilisation numérique significative et équivalente à celle des dernières années. Il s'agit sans doute là de l'une

des conséquences de l'éclatement de la mouvance antinucléaire depuis la crise interne qu'a connue le Réseau « Sortir du nucléaire » en 2010. Par contre, ce dernier a rassemblé 60 000 personnes, *via* une chaîne humaine, dans la vallée du Rhône pour l'« anniversaire » des un an de l'accident nucléaire de Fukushima. Cette fois-ci, ce fut une mobilisation historique.

Avec l'accident nucléaire de Fukushima, le nucléaire a fait son retour en politique, notamment parce qu'il s'est avéré une opportunité politique pour une partie de la mouvance antinucléaire engagée dans le jeu électoral. Reste que cela n'a pas plus abouti que par le passé à une décision immédiate ou à un engagement de sortie du nucléaire comme celles prises par l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et la Suisse au cours de l'année 2011.

MC



radioactifs, n'a pas hésité à recourir à des actions illégales en marge des actions légales. En Bresse (Ain) par exemple, les habitants vont creuser des tranchées sur la route d'accès au site afin d'empêcher les travaux d'exploration. Finalement, l'activisme de Valognes Stop Castor, qui peut de prime abord sembler inédit, ressemble à maints égards aux expressions de dynamiques contestataires qui se sont déployées dans le passé au sein de l'espace public. Il s'inscrit donc dans les traditions de la lutte antinucléaire hexagonale et peut même apparaître par comparaison assez modéré. Pour lui trouver des précédents, il n'est pas nécessaire de se tourner vers l'Allemagne, comme l'a fait le collectif afin de s'y légitimer.

**La lente affirmation  
d'une mouvance d'influence libertaire**

Alors, où est la nouveauté ? Peut-être dans le retour d'une mouvance libertaire unifiée dans la lutte antinucléaire. Comme toute dynamique contestataire, la mouvance antinucléaire est hétérogène, au sens où elle est composée de militants aux trajectoires personnelles et aux aspirations politiques multiples. Comprendre le sens et les objectifs de la lutte antinucléaire nécessite donc d'analyser ses différentes composantes, leurs stratégies et leurs tactiques. Une mouvance d'influence libertaire – tout aussi diverse et plurielle – est ainsi

partie prenante, de façon plus ou moins intense, de cette lutte depuis son avènement au début des années 1970. C'est de cette mouvance qu'est issu à l'été 2011 le collectif Valognes Stop Castor et non pas, comme l'ont affirmé les médias, de l'émergence spontanée de militants s'étant découvert une vocation antinucléaire suite à la catastrophe de Fukushima. Plus exactement, l'initiative de ce collectif est le résultat du croisement de réseaux divers issus de cette mouvance d'influence libertaire. Bien qu'ils aient eu en commun la conviction de la nécessité d'agir soi-même pour peser sur le cours des choses, ils se divisaient quant à l'opportunité de s'engager de façon visible dans l'espace public. Or ce choix tactique n'étant pas le résultat d'une adhésion idéologique à des valeurs définissant *a priori* la nature et la forme des actions militantes à mener, cette tension a progressivement été surmontée. La tournure prise par certaines actions a également favorisé ce rapprochement, telle l'action de désobéissance civile visant à bloquer un train de déchets radioactifs allemands en 2010 par le Ganva où « *les forces de l'ordre ont utilisé la violence et occasionné volontairement des blessures à des militants*<sup>4</sup> ». Ainsi, l'activisme de Valognes Stop Castor s'apparente à une adaptation tactique dépendant du rapport de forces en présence et du répertoire d'actions collectives déjà employé en vain.

Parallèlement, ces différents réseaux d'activistes libertaires se sont croisés, ont échangé et convergé dans l'expérimentation et l'action concrète, notamment à partir du Camp action climat de 2009 à Notre-Dame-des-Landes. Celui-ci va être l'occasion d'articuler attachement à des principes d'un côté – « *faire progresser les pratiques d'autogestion, les modes d'action non-violente et les alternatives écologiques*<sup>5</sup> » – et, de l'autre, adaptation aux contraintes de la situation et aux opportunités politiques – qui a conduit se greffer à une lutte à forte emprise locale, celle contre l'aéroport du même nom, afin d'« *élargir et de médiatiser la lutte, l'aidant à se pérenniser pour modifier le rapport de forces*<sup>6</sup> ». En 2010, un second Camp action climat est organisé à Harfleur – cette fois-ci contre Total – qui permet de prolonger le processus de croisement de réseaux issus de cette mouvance d'influence libertaire. Les objectifs affichés sont

les mêmes que l'année précédente – construire de façon pragmatique la radicalité dans l'action – tout comme le mode d'organisation : « *chaque camp est organisé horizontalement par quiconque souhaite s'investir*<sup>7</sup> ».

Arrive ensuite, en 2011, l'accident nucléaire de Fukushima. Ce dernier va jouer un rôle catalyseur dans la convergence de ces réseaux, même si les trajectoires personnelles et l'évolution du cycle de mobilisation laissent penser que cette rencontre aurait eu lieu tôt ou tard. Il va aussi et surtout offrir à cette mouvance d'influence libertaire une opportunité politique – « *Fukushima a exposé aux yeux de tous l'incroyable bricolage à quoi se réduit le fonctionnement quotidien d'une centrale dans le pays le plus avancé technologiquement au monde*<sup>8</sup> ». Elle s'en saisira, non sans divergences<sup>9</sup>, pour tenter d'insuffler un nouvel élan à la lutte antinucléaire.

### THT COTENTIN-MAINE : CHRONOLOGIE D'UNE LUTTE EN COURS

C'est à partir de l'hiver 2004-2005 et de l'opposition au projet de construction de l'EPR à Flamanville (Manche) que la contestation contre la ligne à très haute tension Cotentin-Maine est née, cette dernière étant la conséquence directe de l'installation programmée de ce nouveau réacteur nucléaire. Assez rapidement, de nombreuses associations locales – aujourd'hui regroupées dans la Coordination interrégionale Stop-THT – s'emparent de la question. En mai 2005, elles organisent une caravane qui parcourt le fuseau en projet pour informer les populations des risques, notamment pour la santé, de la ligne THT. En octobre, le débat public organisé par la Commission nationale du débat public (CNDP) s'ouvre de façon concomitante avec celui sur l'EPR. Les anti-THT y participent afin d'imposer la prise en compte de ces risques aux autorités publiques.

À l'issue de ce débat, les opposants à la ligne THT vont multiplier les manifestations sur l'ensemble du territoire touché afin d'amplifier la dynamique contestataire : en avril 2006 à Cherbourg (Manche), puis en juin à Vitry (Ille-et-Vilaine) et Laval (Mayenne), en octobre à Saint-Hilaire du Harcouët (Manche) et enfin en mars 2007 à Rennes (Ille-et-Vilaine) et en octobre à Ernée (Mayenne).

En parallèle, ils vont perturber les actions de concertation lancées par RTE, dénonçant « *une parodie de démocratie* ». Ensuite, les actions des anti-THT vont progressivement s'appuyer sur le recours à la désobéissance civile. En octobre 2007 d'abord, avec l'occupation du Conseil général de la Manche et de pylônes en marge de la manifestation d'Ernée ; puis en novembre à Montabot (Manche) en retenant un technicien de RTE ; en avril 2008 ensuite, avec une action de clowns activistes dans une agence EDF à Rennes (Ille-et-Vilaine) ; en juin 2008 avec une seconde occupation à Villedieu (Manche), et enfin une troisième en juillet à Saint-Germain-en-Coglès (Ille-et-Vilaine), Cametours (Manche) et Beaulieu-sur-Oudon (Mayenne). L'objectif déclaré de ces actions était de « *signifier à RTE, EDF, AREVA et aux autorités que les populations sont aujourd'hui prêtes à désobéir à leur domination* ».

Pendant ce temps, les maires de trente-trois des communes concernées prennent des arrêtés municipaux contre la ligne THT « *au nom de l'application du principe de précaution* ». Fin 2008, les anti-THT rendent publique une enquête pilotée par les universitaires du Centre de recherche et d'information indépendantes sur les rayonnements électromagnétiques (Criirem) indiquant que

« *vivre à moins de 300 mètres d'une THT nuit à la santé* ». Ils réclament alors un moratoire sur le projet – en vain. Janvier 2009, nouvelle manifestation à Mortain (Manche). En mai, ce sont les maires de douze communes qui renvoient à la Préfecture de la Manche les registres de l'enquête publique, exigeant un report de cette dernière. En août, élus et associations obtiennent que le tribunal de Coutances ordonne au préfet de la Manche de diligenter l'étude épidémiologique, celle là-même qu'ils réclament depuis 2006. La bataille juridique devant les tribunaux se poursuit en 2010, tandis que les comités locaux de défense des riverains se multiplient. En octobre, un premier déboulonnage symbolique de pylône a lieu à Mesnil-Thébauld (Manche).

C'est ensuite début 2012, avec le début effectif des travaux de ligne THT, que la dynamique contestataire s'amplifie à nouveau. Tandis que six recours se trouvent devant le Conseil d'État, Stop THT appelle à randonner sous les pylônes. Vont alors se multiplier – sans toutefois être revendiquées – des actions de perturbation du chantier : sable déversé dans le réservoir d'un engin, câbles sectionnés, foreuses dégradées, déboulonnages de pylônes. La suite, les anti-THT sont en train de l'écrire...



Cet avènement de Valognes Stop Castor et son emprise au sein de la mouvance antinucléaire ne doit pas pour autant nous faire oublier que d'autres tentatives aux objectifs similaires l'ont précédé et ont connu des fortunes diverses. En 1987 d'abord, le comité « Irradiés de tous les pays, unissons-nous ! » est lancé suite à la catastrophe de Tchernobyl et à la résurgence de luttes locales contre les projets d'implantation de sites nucléaires sur le territoire hexagonal. « *Contre la récupération écologiste* », le comité propose un cadre d'actions collectives où « *les individus mettent en commun leurs volontés et leurs capacités afin d'accentuer leurs forces [avec] des règles de fonctionnement qui leur permettent de rester maître de leur lutte [afin de] faire une critique sans concession du nucléaire<sup>10</sup>* ». Au début des années 1990 ensuite, l'Association contre le nucléaire et son monde tente de (ré)impulser, selon la même logique, une dynamique de contestation du programme électronucléaire en multipliant les actions de harcèlement du lobby nucléaire. À partir de 1997, c'est le Réseau « Sortir du nucléaire » – composé de comités antinucléaires locaux, de collectifs contre l'enfouissement des déchets, de groupes locaux des Verts, de la LCR et d'associations environnementales – qui va progressivement s'imposer comme l'animateur et le coordinateur de la lutte antinucléaire en France. Il faut finalement attendre 2004 pour qu'une Coordination

nationale contre la société du nucléaire soit créée « *afin de rassembler au départ la mouvance libertaire<sup>11</sup>* ». Cette fois-ci, la base minimum d'accord pour sa constitution n'est ni plus ni moins que le refus des buts et des méthodes du Réseau « Sortir du nucléaire », alors décrit de la sorte : « *le refus de toute complaisance avec quelque appareil politique que ce soit [...], le refus de la séparation entre organisateurs et piétaille militante juste bonne à manifester devant les médias [...]. Notre but n'est pas d'acquiescer une pseudo-représentativité comme lobby [mais] d'œuvrer pour une sortie immédiate et inconditionnelle du nucléaire<sup>12</sup>* ».

### **Une mouvance antinucléaire à (re)construire**

Ce qui différencie Valognes Stop Castor de ces précédentes initiatives, c'est justement de ne pas définir *a priori* et de façon restrictive les façons de faire collectif et de militer contre le nucléaire, et donc de ne plus se positionner par rapport au Réseau « Sortir du nucléaire ». « *À quelque tendance du mouvement antinucléaire que l'on appartienne, il faut cesser de faire grief de notre échec collectif à telle ou telle autre tendance [...]. À partir du moment où toutes poursuivent sincèrement le but commun d'en finir maintenant et par elles-mêmes avec le nucléaire, aucune n'a de titre à condamner la stratégie adoptée par les autres* »,



peut-on lire dans le premier texte d'appel du collectif. Valognes Stop Castor permet ainsi à chaque militant antinucléaire de trouver sa place dans la lutte, tout en mettant au centre la question du rapport au pouvoir et à l'État. Cette stratégie prend tout son sens dans le contexte actuel d'éclatement de la mouvance antinucléaire suite à l'irruption de la question du dérèglement climatique au sein de l'espace public au tournant des années 2000, qui s'ajoute aux clivages plus anciens sur les délais de sortie du nucléaire, sur les formes de structuration collective et sur les types d'actions à mener. La mouvance antinucléaire n'est pas une, mais multiple. Ainsi, le sens et les objectifs de la lutte ont toujours été le produit de la concurrence à laquelle ses différentes composantes se livrent en son sein pour imposer leur propre définition de la lutte. C'est de cette conflictualité et de cette cohabitation des confrontations tactiques sur le terrain qu'a historiquement émergé une dynamique contestataire d'envergure du programme électronucléaire, parfois de façon très localisée pour les luttes les plus contemporaines.

Cette conflictualité s'est avérée particulièrement complexe à gérer dès lors que la constellation de collectifs a cherché à se regrouper en réseau pour exister et se faire entendre dans l'espace public, que ce soit dans les années 1970 avec la Coordination nationale antinucléaire (CNAN) ou dans les années 1980 avec le Réseau « Sortir du nucléaire ». L'histoire de la mouvance antinucléaire est tissée de ces tentatives de coordination et de mise en réseau, plus ou moins éphémères, à des échelles spatiales plus ou moins variées, et au gré des luttes locales. Ce que révèle donc l'initiative de Valognes Stop Castor, qui a rassemblé autour d'elle l'ensemble des militants antinucléaires au-delà des divisions et des déchirements internes, c'est qu'en articulant attachement à des principes et adaptation à la situation, la relation d'interdépendance liant les différents collectifs de la mouvance antinucléaire n'est pas figée. Elle se construit dans l'action et l'expérimentation et comporte une dimension conflictuelle qu'il est impossible d'occulter dès lors qu'il faut agir dans l'urgence et être efficace. C'est en faisant émerger cette conflictualité ancrée dans les mondes vécus des militants que Valognes

Stop Castor (r)ouvre le champ des possibles dans une société qui se prétend démocratique et dans un contexte d'impasse du militantisme de la mouvance antinucléaire, où la victoire semble indéfiniment reportée. Il s'agit sans doute là de la contribution essentielle du potentiel de résistance et des capacités expressives de cette mouvance d'influence libertaire à la (re)construction en cours de la mouvance antinucléaire en France.

Toutefois, il convient aussi d'être prudent et de ne pas surestimer l'importance et la durabilité des formes de mobilisation de Valognes Stop Castor. Il est encore trop tôt pour dire s'il s'agit d'un simple coup d'éclat médiatique sans lendemain ou du point de départ de la résurgence d'une contestation d'envergure du programme électronucléaire. Là encore, l'analyse des luttes antinucléaires passées nous permet de formuler des hypothèses. Historiquement, la dynamique contestataire du programme électronucléaire s'est enracinée localement sur les territoires menacés par l'industrie de l'atome, et les victoires de la mouvance antinucléaire ont été effectives dès lors que la population locale s'est approprié la lutte. Nombre de ces luttes – Le Carnet (Loire Atlantique), Mantenay-Mentlin (Ain), Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres), Segré (Maine-et-Loire), Sissonne (Aisne), etc. – ont d'ailleurs bien souvent disparu de la mémoire collective des antinucléaires, ce qui a fait un peu trop vite conclure à la baisse de la conflictualité dans la dynamique contestataire autour des années 1990. Faire du territoire un espace de résistance face à l'État ainsi qu'un enjeu et un cadre pour la participation du public, c'est justement la stratégie qu'a adoptée Valognes Stop Castor en se greffant à la mobilisation contre la ligne à très haute tension Cotentin-Maine. C'est l'une des rares luttes actuelles où les militants antinucléaires peuvent, à partir du territoire vécu par la population locale, construire un territoire stratégique remettant en question le territoire institutionnalisé. Reste maintenant à voir si la greffe va prendre dans les semaines et mois à venir, et si elle va permettre de structurer la contestation du public vis-à-vis du programme électronucléaire. Peut-être alors la lutte antinucléaire sera-t-elle à nouveau synonyme de victoire.

## NOTES

- 1. Gilles Collas, « Des Indignés du nucléaire affluent à Valognes », *Ouest France*, 22 novembre 2011. ■ 2. Anne Jouan et Olivier Courveur, « Stop Castor, le combat des nouveaux antinucléaires », *Le Figaro*, 23 novembre 2011. ■ 3. Valognes Stop Castor, « Appel au camp de Valognes du 22 au 24 novembre 2011 », septembre 2011. ■ 4. Ganva, « Les forces de l'ordre ont blessé volontairement trois personnes en coupant les tubes », communiqué de presse, 8 novembre 2010. ■ 5. Camp action climat, « De l'oxygène, pas du kérosène », 2009. ■ 6. *Ibid.* ■ 7. Camp action climat, « Un Camp Action Climat céquoi? », 2010. ■ 8. Valognes Stop Castor, *op. cit.* ■ 9. Association contre le nucléaire et son monde, *La clé plutôt que la chaîne*, mars 2012. ■ 10. Plate-forme du Comité « Irradiés de tous les pays, unissons-nous! », 20 décembre 1987. ■ 11. Coordination contre la société nucléaire, texte de présentation, *Bulletin n° 1*, janvier 2006. ■ 12. *Ibid.*

## BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Anger Didier, *Chronique d'une lutte. Le Combat antinucléaire à Flamanville et dans La Hague*, Paris, Jean-Claude Simoën, 1978.  
 Association contre le nucléaire et son monde, *Histoire lacunaire de l'opposition à l'énergie nucléaire en France*, Paris, La lenteur, 2007.

Borvon Gérard, *Plogoff, un combat pour demain*, Saint-Thonan, Cloître, 2004.  
 Collectif d'enquête, *Aujourd'hui Malville, demain la France*, Claix, La pensée sauvage, 1978.  
 Collectif La Rotonde, *Golfech. Le Nucléaire, implantation et résistances*, Toulouse, CRAS, 1999.

Comas Jean-Paul *et al.*, *Les Révoltés de Montéfanty. Quand la Bresse refusa d'être une poubelle nucléaire*, Attignat, Le Diamant de la Vouivre, 2010.  
 Leroy Jean-Claude, *Leçon de campagne. Mobilisation contre l'enfouissement de déchets nucléaires*, Le Mans, Cénomane, 2001.